

No. 16

Les Cahiers d'

O C I S C A

**LES REACTIONS DE SURVIE DES FEMMES
A YAOUNDE**

Par Chantal Guimapi

ORSTOM

MINREST



Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun
Observatory of Change and Innovation in the Societies of Cameroon

Les Cahiers d'Ocisca N° 16

LES REACTIONS DE SURVIE DES FEMMES

A YAOUNDE

Chantal Guimapi

Mars 1995

Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun

Liste des institutions membres du Comité de pilotage d'Ocisca

<i>Direction de la recherche et de la Planification</i>	Jean-Blaise Nyobe, Directeur Charles Binam Bikoi, Conseiller en sciences sociales
<i>Institut National de Cartographie</i>	Paul Moby Etia, Directeur
<i>Direction Nationale de la Statistique et la Comptabilité Nationale</i>	Jean Tedou, Directeur
<i>Ecole Nationale Supérieure Polytechnique</i>	Paul Vermande, Directeur
<i>Université de Dschang</i>	Samuel Domgang, Recteur
<i>ORSTOM</i>	Jacques Bonvallot, Représentant
<i>Mission de Coopération et d'Action Culturelle</i>	Pierre Jacquemot, Chef de mission
<i>Caisse Française de Développement</i>	Dominique Dordain, Chef d'agence

Copyright

Ce document est protégé par les règles habituelles en matière de droits d'auteur. Toute copie de ce document, ou partie de ce document, est autorisée à condition d'en citer la source de façon explicite.

(C) OCISCA (MINREST-ORSTOM) 1995
N° ISSN : 1023-7631

Les Cahiers d'Ocisca
B.P. 1857 Yaoundé - Cameroun
Tél. : (237) 23.95.34

Présentation de l'auteur

Chantal Guimapi est sociologue, membre du programme OCISCA et actuellement doctorante à Paris V, allocataire de recherche au CEPED, Centre français sur la Population et le Développement.

Ce travail relatif aux stratégies de survie des femmes de Yaoundé est présenté comme la contribution officielle d'OCISCA au Sommet international sur les femmes qui se tiendra en Chine à Beijing en septembre 1995.

Remerciements

L'auteur remercie tous ceux qui ont participé à ce travail. Tout d'abord ceux qui l'ont encouragé dans la conception de cette étude, notamment les professeurs Jean-Marc Ela, Jean-Pierre Warnier, Severin Cécile Abega et Yves Chabit. Mais aussi ceux qui l'ont aidé à réaliser les entretiens sur le terrain comme Mesdames Laurence-Caroline Nguépi, Anne-Sidonie Zoa et Félicité Zomo. Il est, enfin, normal que soient chaleureusement remerciées toutes celles qui ont accepté, avec complaisance et intérêt, de partager une partie des difficultés de leur vie quotidienne pour donner corps à cette étude.

Des remerciements vont aussi à Georges Courade, directeur de recherche à l'ORSTOM, et Jean-Luc Dubois, coordonnateur d'OCISCA, pour leurs conseils et leurs commentaires sur le manuscrit original.

Enfin, cette publication a été rendue possible grâce aux financements du Ministère français de la Coopération et du Développement et de l'ORSTOM, Institut français de Recherche pour le Développement en Coopération.

Résumé

La crise économique que connaît l'Afrique au Sud du Sahara est à l'origine d'une pauvreté qui se généralise. Se sentant, en dernier ressort, responsables de la gestion de leur ménage, les femmes de Yaoundé tentent de lutter contre les effets négatifs de cette crise en déployant une formidable créativité dans toutes leurs actions quotidiennes : courses et approvisionnement, cuisine et repas, déplacements, rencontre avec des voisines, habillement, activités professionnelles, etc. Cette étude, reprend ces diverses actions, et examine dix attitudes de survie que les femmes emploient pour ajuster leurs comportements à la situation actuelle. Il en résulte une nouvelle façon de gérer le ménage en milieu urbain et même une révision dans la perception du mariage. Mais tous ces changements se traduisent par un accroissement des responsabilités et de la charge de travail des femmes. Si bien que le rêve initial d'une ville lieu de repos, où il est possible de vivre une vie moins dure qu'en milieu rural, est devenu totalement irréaliste.

Mots-clés : Femmes citadines, Cameroun, Yaoundé, Crise économique, Stratégies de survie, Actions quotidiennes, Innovations sociales.

Abstract

The economic crisis in Sub-Saharan Africa is one of the main reasons for the spreading of poverty. Yaoundé's women feeling responsible, at the last resort, for their families, are permanently fighting against the negative effects of this crisis using tremendous creativity in their daily actions : spending and purchases, cooking and meals, moving, meeting with neighbours, clothing, working activities, etc. This study, based on the observation of these actions, reviews ten survival attitudes currently displayed by the women to adjust their behaviours to the current situation. Consequently new ways of managing the household and perceiving the need for marriage are now occurring in urban areas. These social changes translate into an increase of responsibility and burden for the women. Their previous dream of the town, as a place to live an easiest life than in rural areas, is becoming nowadays totally unrealistic.

Key-words : Urban Women, Cameroon, Yaoundé, Economic Crisis, Survival strategies, Daily Actions, Social Innovation.

Préface

Sous la forme d'une série régulière les Cahiers d'Ocisca présentent des études produites dans le cadre du programme de recherche intitulé Ocisca, Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun. Y sont développés des thèmes ayant trait aux comportements des différents acteurs économiques dans le contexte actuel de la crise économique et des politiques d'ajustement structurel qu'elle suscite. Les conditions de vie des ménages, l'examen des situations de vulnérabilité et de pauvreté, l'analyse des comportements sociaux, les innovations sociales, l'impact social des politiques d'ajustement comme la dévaluation, la conception de politiques sociales sont autant de thèmes dont les études et recherches sont diffusées dans cette série.

Les Cahiers ont donc été conçus comme un médium au service tous ceux qui veulent diffuser les informations obtenues par les différents observatoires : analyses scientifiques de données d'enquêtes et travaux de recherche individuels, effectués dans les domaines ci-dessus, ou d'actualité. L'objectif est d'informer les décideurs et les opérateurs économiques sur les recherches en cours et, dans la mesure du possible, de leur proposer des solutions concrètes aux problèmes qui les préoccupent.

C'est en conformité avec à cette orientation que ce numéro met l'accent sur les nouveaux comportements des femmes de Yaoundé qui doivent subvenir à leurs besoins domestiques dans le contexte actuel de crise économique où les revenus continuent de baisser. Leur sens des responsabilités familiales les amènent, souvent, à venir en aide aux hommes, et même parfois à se substituer à eux, lorsqu'ils sont touchés par les licenciements dus aux restructurations économiques, ou les baisses drastiques de salaire. Elles mettent alors en oeuvre des stratégies de survie ingénieuses qui s'exercent dans tous les domaines de la vie courante : courses et approvisionnement, cuisine et repas, déplacements, rencontre avec des voisines, habillement, activités professionnelles, etc..

En se basant sur des entretiens, de type qualitatif, effectués auprès d'un échantillon d'une soixantaine de femmes, d'âge et de professions diverses, l'auteur examine les réactions quotidiennes de ces femmes et témoigne de leur capacité d'adaptation et des sacrifices qu'elles doivent consentir en permanence. Dix attitudes de survie, couramment employées par elles, sont retenues pour comprendre ces changements qui concernent les habitudes alimentaires et les modes de consommation, l'habillement, le mode de déplacement, la reconversion dans le petit commerce, le petit artisanat ou l'agriculture, enfin, en dernier ressort, le retour au village.

Il est certain que la plupart de ces attitudes s'inscrivent dans le court terme et changeraient rapidement si la situation s'améliorait. Il est donc difficile d'y voir le fait d'innovations sociales, porteuses d'avenir à plus long terme. Cependant quelques comportements dénotent un changement dans les mentalités dont les effets ne sont mesurables qu'à long terme : modification du rôle dévolu aux femmes dans le ménage, perception plus réaliste du mariage, gestion financière plus rigoureuse, importance des petits métiers, valorisation du travail agricole, etc..

Il ne s'agit là, toutefois, que d'une première observation rapide située, de plus, avant la dévaluation. Or cette dernière a plutôt tendance à aggraver la situation. Il serait donc nécessaire d'approfondir la recherche pour voir si les changements de comportements

observés se confirment et s'inscrivent dans le long terme. Dans la plupart des cas ils se traduisent par une augmentation des responsabilités et de la charge de travail qui incombent aux femmes. Ces dernières doivent cumuler les traditionnelles activités ménagères à celles résultant de la nécessité de réduire les dépenses ou d'augmenter le revenu du ménage. Il devient donc indispensable de tenir compte de tous ces éléments pour concevoir une politique sociale qui intègre le rôle des femmes dans l'amélioration des conditions de vie des plus pauvres et dans l'apparition d'innovations sociales susceptibles d'entraîner un réel développement social.

Jean-Luc Dubois
Coordonnateur d'Ocisca

Sommaire

Introduction

1. La ville libératrice ?

1. La ville, lieu de repos pour les femmes ?
2. La ville, lieu de misère

2. La citadine et la crise

3. Les réactions féminines à la crise

1. La débrouillardise à Yaoundé
2. Les attitudes de survie

Changement dans les habitudes alimentaires

La marche à pieds

La consommation des pagnes produits localement

L'achat de chaussures en plastique

Le marché vestimentaire d'occasion

L'entrée dans le petit commerce

La reconversion dans le petit artisanat

L'agriculture urbaine et péri-urbaine

Le retour au village

4. Les transformations sociales

1. Reprise de la gestion domestique par les femmes
2. Une perception différente du mariage

Conclusion

Références bibliographiques

Introduction

En 1972, H. Ngoa écrivait :

"...La femme peut être considérée comme un élément de transition, sinon un lieu de transit. Si l'on veut changer de statut social ou de mode d'existence, si on veut sauver sa vie en danger, il faut transiter par la femme." J.C. Barbier (1985)

Dans cette étude nous allons montrer que, dans cette situation de crise due à l'accentuation de la pauvreté, surgissent de nombreuses réactions. Les habitants de Yaoundé font preuve d'une forte créativité pour essayer de surmonter les difficultés. Des séries d'initiatives positives apparaissent qui nous intéressent. Nous nous proposons donc d'étudier les dynamiques sociales qui sont actuellement à l'oeuvre et de voir comment, dans les grandes villes, on riposte à la crise.

La population urbaine nous intéresse en raison de l'importance de la monétarisation dans ce milieu. Nous mettons l'accent plus particulièrement sur les femmes car elles constituent l'un des groupes les plus sensibles aux difficultés de la situation actuelle. En effet, certaines femmes sont obligées d'apporter, parfois un revenu complémentaire, mais de plus en plus un revenu qui assure la survie du ménage. Il nous faudra souligner l'importance croissante de la femme au sein du ménage, voire, de la société entière. Nous le montrerons en étudiant le vécu quotidien de certaines femmes de Yaoundé.

Cette étude aborde un peu rapidement un certain nombre de thèmes qui auraient mérité un approfondissement. Mais nous avons préféré ne pas nous étendre sur la crise économique, et mettre l'accent sur les dynamiques féminines et les initiatives pratiques qui en résultent, dont quelques exemples seront présentés dans les pages suivantes.

Pour analyser les réactions des femmes face à la crise, comprendre leurs stratégies de survie, il nous semble indispensable de nous poser, au préalable, les quelques questions suivantes. En quoi les femmes sont-elles concernées par la crise économique ? Quelles sont les conséquences dans leur vie quotidienne ? Quelles stratégies vont-elles adopter ? Enfin, la ville peut-elle être considérée comme un lieu d'épanouissement pour elles ?

Nous avons remarqué que, en entreprenant de nombreuses mini-activités, les femmes du milieu urbain font de leur mieux pour résister à la crise économique. Elles développent des stratégies qui, bien que ne leur permettant pas de vivre aussi bien qu'avant, donnent un certain sens à leur vie et à celle de leur famille. Nous avons étudié le contenu du panier de la ménagère, et le contenu de la marmite de certaines femmes de Yaoundé. Il nous semble, en effet, que c'est en relation avec le fait alimentaire, que l'on peut comprendre les attitudes quotidiennes des gens qui vivent dans des conditions précaires. On peut ainsi observer la mise en place des éléments d'une stratégie de survie particulière, qui sont tantôt indirects : mode de déplacement, manière de s'habiller, etc., tantôt directs : diminution de la quantité de certains produits dans les repas, usage de produits de substitution, etc..

Nous avons rencontré 60 femmes pendant les mois d'avril, de mai 1991 et de mars 1992, et au cours d'entretiens libres, nous avons pleinement participé à leur vie quotidienne. Ensemble nous avons été au marché, chez la couturière, etc., de façon à mieux percevoir leurs comportements. Toutes les femmes interrogées sont "des citadines de première génération" selon l'expression de J-M. Gibbal (1974). Ce sont des migrantes venues du village et qui ont connu une période d'apprentissage de la vie citadine. Elles viennent de différentes régions et sont âgées de 18 à 50 ans. Elles se déclarent ménagères, revendeuses, femmes d'affaires, tenancières de bars, de "chantiers" ou de "circuits"¹, étudiantes, élèves du secondaire, coiffeuses, couturières, fonctionnaires. Elles habitent dans divers quartiers de Yaoundé et sont toutes mères ou élèvent des enfants qui leur ont été confiés.

Cet échantillon n'est pas représentatif de l'ensemble des femmes de Yaoundé. Cependant ce travail conçu sous l'angle qualitatif conserve toute sa valeur en raison de l'extrême diversité des femmes interrogées. Nous voulons, avec cette étude, apporter notre contribution à une "sociologie de la débrouillardise", c'est-à-dire à cette forme de lutte pour la survie qui se base sur la découverte permanente de solutions inhabituelles qui permettent d'éviter à tout instant de tomber dans la pauvreté. Cette situation est devenue d'autant plus critique que J-M. Ela a pu lui consacrer un ouvrage intitulé "l'irruption des pauvres" (1994).

Pour apporter des éléments de réponses aux questions que nous nous posons, nous avons envisagé quatre parties. La première est intitulée "la ville libératrice ?" et s'interroge sur l'image de la ville comme lieu de liberté et d'épanouissement pour les femmes. La deuxième traite de la citadine confrontée aux effets de la crise économique et porte le titre "la citadine et la crise". Une troisième partie intitulée "les réactions féminines à la crise" présente les techniques de survie mises en oeuvre. Enfin, dans la quatrième partie, nous présentons certaines mutations observées qui sont révélatrices des "transformations sociales" en cours.

Il nous faut enfin signaler que tous les faits présentés dans les pages suivantes, se situent avant la dévaluation du franc CFA. Or cette dernière a accentué la situation de pauvreté de nombreuses familles en milieu urbain comme nous avons pu le constater en mars 1994 par quelques entretiens rapides et spontanés. Il est donc probable que de nouvelles stratégies, qui ne seront pas abordées ici, ont déjà fait leur apparition.

(1) "Chantiers" ou "circuits": il s'agit de restaurants informels, dans le cadre d'une maison d'habitation où la maîtresse de maison est la gérante. Elle propose à la clientèle, entre autres mets, le "poulet DG", un mélange de poulet, de banane plantain frite et de plusieurs légumes. La clientèle se recrute parmi les personnes de tous bords, du petit fonctionnaire, ou débrouillard, à la classe des hauts cadres de l'administration généralement accompagnés de leurs maîtresses. Ce phénomène se rencontre dans d'autres pays d'Afrique comme, par exemple, les "maquis" de Côte d'Ivoire ou les "gargotières" du Sénégal.

I. LA VILLE LIBÉRATRICE ?

De nombreuses études sur les relations entre villes et campagnes, l'urbanisation, les migrations internes, ont présenté la ville comme le lieu où les femmes peuvent enfin se libérer des corvées de bois, d'eau, et des travaux aux champs. Bien des femmes semblent préférer la ville au village. Ainsi, par exemple, cette femme de Côte d'Ivoire, interviewée de R. Deniel (1985), déclare :

"Au village, j'ai du travail champêtre, j'ai des réunions et (parfois) on fait quarante-huit heures de suite(...) A Abidjan, je me trouve vraiment comme une personne en congé."

Il s'agit de quelqu'un qui partage son temps entre le village et la ville, et qui considère la ville comme un lieu où elle peut se reposer après les durs travaux du village. De façon plus générale, le milieu urbain est souvent considéré comme un endroit où l'on espère changer de conditions de vie. Sur ce thème, J-M. Ela (1983) écrit :

"La migration urbaine apparaît (...) comme une sorte de calcul économique, et un projet. Elle doit être reliée à des stratégies sociales visant la transformation des conditions de vie."

On ne peut éviter de s'interroger sur cette image mythique de la ville, lieu où l'on peut changer de vie, se reposer et se demander si, de fait, la ville constitue réellement un lieu de libération et d'épanouissement pour les femmes ?

Nous essaierons de répondre à cette question de deux manières. En s'interrogeant sur la ville comme lieu de repos, d'une part, et en présentant certains aspects de la réalité de la ville comme lieu de misère et de dénuement, d'autre part.

1. La ville, lieu de repos pour les femmes ?

Se rendre à la ville et s'y marier occupe l'imaginaire de plus d'une fille des villages. Cet état de choses apparaît dans les jeux quotidiens de ces filles. Ainsi, quand les adolescentes du Cameroun de l'Ouest jouent au "ngwaa", jeu entre plusieurs filles qui consiste dans le fait qu'une personne se laisse tomber en arrière dans les bras de ses compagnes, elles chantent très souvent le fiancé qui viendra de Douala, de Yaoundé, etc.. De fait, sur quatre "nouvelles citadines" s'installant à Yaoundé, la présence de trois d'entre elles se justifie par le fait du mariage. Dans un travail antérieur (C. Guimapi, 1990), nous avons constaté que sur 57 ex-citadines interrogées à Bafou, 56 étaient allées en ville rejoindre leur époux. Dans ce cas, l'exode rural des femmes obéit à ce que A. Franqueville (1987) appelle les "migrations matrimoniales". Ces femmes désiraient se marier en ville, parce qu'elles espéraient s'y reposer sinon changer de vie. Mais, seule une minorité de ces nouvelles citadines a réellement eu la chance de changer de vie. Aussi peut-on se demander quelles sont les femmes de Yaoundé qui déclarent "vivre bien" ?

Vivre bien, comme le dit cette enquêtée, c'est :

"Vivre dans le confort, avoir des boys pour les travaux ménagers, acheter ce que l'on désire, acheter chaque jour la nourriture sans trop calculer (femme de ménage, 25 ans)."

Cette déclaration nous montre que les femmes qui "vivent bien" ne peuvent être que les femmes des hauts cadres de l'administration et du secteur privé, certaines tenancières de bars et de chantiers, des fonctionnaires, des commerçantes, etc. C'est le cas d'Agnès, de Douala, qui interviewée par R. Deniel déclare :

"Mon mari me donne 200 000 F.CFA par mois."

Nous ne prenons guère de risque en affirmant que les citadines comme Agnès ne représentent qu'une infime minorité. En effet, parmi la soixantaine de femmes de Yaoundé que nous avons interviewée, une seule, âgée de 28 ans, semble sortir du lot. Elle déclare qu'elle a trois personnes qui travaillent pour elle :

"Pour m'aider à la maison, j'ai une femme qui fait la cuisine et les courses, un homme qui se charge de tous les autres travaux et un gardien..."

Ces cas sont rares. Il nous a suffi d'observer les femmes de Yaoundé, dans les quartiers, au marché, pour nous rendre compte que la majorité n'a guère le temps de se reposer.

2. La ville, lieu de misère

Pour la majorité des femmes la vie en ville n'est pas ce qu'elles en escomptaient. Le revenu de leur époux est souvent aléatoire et insuffisant. Certaines n'attendent rien de leurs époux. Elles doivent assurer seules l'avenir de leurs enfants, les nourrissant, les habillant, les soignant et payant leurs frais de scolarité. Pour joindre les deux bouts, elles font de la couture, revendent des vivres crus et cuits. D'autres sont même acculées à se servir de leurs charmes "soit pour subsister, soit pour améliorer l'ordinaire ou pour s'offrir le superflu" d'après une terminologie propre à G. Mainet (1985). Ce qui est convenu d'appeler "le commerce de charmes" n'est pas rare à Yaoundé : l'ouvrage de P. Songue (1986) sur "La prostitution en Afrique : l'exemple de Yaoundé" est assez éloquent à ce propos.

Il est courant de mettre l'accent sur le spectacle des paysannes peinant de l'aube au crépuscule sans trêve comme c'est le cas dans les romans et films africains. En sciences sociales, des auteurs comme Meillassoux (1969) et Abgessi-Dos Santos (1981) ont mis l'accent sur ces travailleuses infatigables. On oublie souvent de signaler qu'en ville aussi, la plupart de femmes ne se reposent jamais. Elles quittent leur maison à l'aube et n'y retournent qu'à la tombée de la nuit. La vie des "buy'em-sell'em", ou revendeuses, de Yaoundé en constitue un remarquable exemple.

N'Sangou A. (1985), a décrit l'activité de la revendeuse, qui est difficilement contrôlable par les pouvoirs publics. M. Feukou, qui est cité par N'Sangou A. (1985), a effectué un recensement exhaustif de 241 revendeuses du marché Mvog Mbi de Yaoundé. Nous reprenons

les résultats dans le tableau qui présente ces revendeuses d'après leurs situations matrimoniales et leurs classes âges.

Tableau 1 : Situation matrimoniale des revendeuses du marché de Mvog Mbi

Situation Matrimoniale	Nombre	%	Groupes d'âges (en %)		
			15-25 ans	25-39 ans	40 ans et +
Mariées	90	37,4	25,0	48,4	25,0
Veuves	62	25,7	-	13,5	60,0
Divorcées	32	13,3	7,5	16,7	4,0
Célibataires	57	23,6	67,5	21,4	11,0
Total	241	100	100	100	100

Source : N'Sangou (1985)

Comme on le voit, les femmes de ce secteur sont de situation matrimoniale et de groupes d'âges très divers. On y trouve des célibataires, des femmes mariées, des veuves ou divorcées de presque toutes les tranches d'âge, ce qui montre que, toutes sortes de femmes tirent leurs revenus de la revente de produits vivriers. Pour l'ensemble des marchés de Yaoundé, on peut distinguer quatre types de "buy'em-sell'em" :

* La paysanne qui apporte elle-même son régime de bananes au marché de la ville, où elle s'installe pour le vendre. Elle est considérée comme une "buy'em-sell'em", car, toute femme qui vend des vivres au détail est assimilée par les habitants de Yaoundé à une revendeuse.

* La femme reliant la ville à la campagne qui va en brousse acheter des produits, qu'elle revend ensuite en ville aux détaillants des marchés.

* La femme installée, d'origine citadine, qui attend sur place les revendeuses qui vont acheter les produits dans les villages. Elle les leur rachète pour les revendre directement aux consommateurs.

* La femme à vocation régionale. Cette dernière catégorie enfin, a une vocation régionale, voire même internationale. Elle se rend, par exemple, au Gabon, avec des marchandises achetées au Cameroun et revient avec du poisson fumé qu'elle revend au marché central de Yaoundé. L'importance de ce commerce régional a été souligné par N'Sangou A. (1985) qui précise : « en drainant des flux monétaires appréciables au niveau d'une région, les "buy'em-sell'em" en accroissent considérablement le revenu global. »

Toutes ces femmes n'ont guère le temps de se reposer. Certaines sont même obligées de passer la nuit sur place, au marché. Nous en avons ainsi rencontré, au marché Mokolo à 20 heures, certaines installées avec leur bébé. Elles dorment au marché parce qu'elles ne connaissent personne chez qui passer la nuit. Certaines veulent être au marché dès quatre heures du matin à l'arrivée des premières camionnettes de vivres. Plus elles sont tôt au marché, plus il leur est possible de choisir les meilleurs produits. Ce choix fait d'ailleurs l'objet de véritables batailles entre femmes, alors que les camionnettes sont encore en marche, et traduit leur lutte quotidienne pour survivre. Au marché Mokolo, on les entend souvent crier pendant leur course folle après les camionnettes :

"Ce panier de mangues est à moi", ou bien :
"J'aurai le paquet de Kpem (feuilles de manioc)", ou encore :
"C'est moi qui achète le régime de banane."

Une fois les produits choisis et achetés, le travail de revente se poursuit jusqu'à la tombée de la nuit, pour certaines, et même pendant une partie de la nuit pour d'autres. Elles ne s'arrêtent pas à midi. De plus elles doivent, tout comme les villageoises, faire la cuisine tard le soir, pour l'unique repas du lendemain.

On voit donc que, pour beaucoup de citadines, la ville n'est pas un lieu de tout repos. De plus la crise économique n'a fait qu'accentuer leurs difficultés. Aussi nous allons voir maintenant comment ces femmes ressentent et décrivent leur situation.

II. LA CITADINE ET LA CRISE

Se référant à une récente mission de la Banque Mondiale, J-P. Bejot, journaliste à Jeune Afrique Economie (1991) écrivait :

"La récente mission de la Banque Mondiale menée par M. Gillette, directeur du département Afrique Centrale a été suivie d'autres, plus techniques et sectorielles, y compris sur le Programme d'Ajustement Structurel (PAS) qui ont manifestement laissé des cicatrices que, par pudeur, on cherche à cacher."

Quelles peuvent être ces "cicatrices", si ce n'est le résultat de blessures chez les couches de population touchées par les mesures économiques. On peut se demander comment elles se manifestent chez les femmes à Yaoundé ? En considérant la population des revendeuses que nous avons sélectionnée, nous allons étudier comment est vécue cette situation difficile.

Nos enquêtes de terrain nous permettent d'affirmer que pratiquement toutes les femmes, à l'exception d'une infime minorité, sont touchées par la récession économique. Nos enquêtées ont d'ailleurs fait les déclarations suivantes :

- *"C'est dur."*
- *"L'atelier est vide. Il n'y a pas de clients."*
- *"Le marché est vide, il n'y a pas de clients."*
- *"J'ai été compressée, j'étais agent comptable à l'Imprimerie Nationale."*
- *"Je n'ai plus d'avancement, je travaille à la Sous-préfecture de Tsinga."*
- *"J'ai eu ma licence en droit il y a trois ans, je n'ai pas encore trouvé de travail."*
- *"Mon commerce ne marche plus comme avant. Il y a des jours où je ne vends presque rien alors qu'avant la crise, avant-midi je faisais une très bonne recette."*
- *"Avant on pouvait vivre de la prostitution mais maintenant, elle ne paie plus parce que les hommes préfèrent garder l'argent qu'ils ont pour leur famille."*
- *"Mon mari travaillait à la SCB, il a été compressé."*

Comme on le voit, les licenciements massifs ont laissé des femmes, ou leur mari, sans emploi et donc sans revenu. De plus l'arrêt des recrutements, dans les secteurs public ou privé, entraîne le chômage de jeunes diplômées sorties de l'université et des grandes écoles. Ces dernières peuvent être acculées à user de leur pouvoir de séduction pour trouver une solution, et comme un jeune homme marié, sans travail, ne peut faire vivre une épouse, le mariage n'apparaît plus comme une garantie de sécurité.

Les licenciements et l'arrêt des recrutements se rajoutent à la baisse des salaires pour atteindre les moyens d'existence de nombreuses femmes, notamment les "buy'em-sell'em" et de toutes celles qui travaillent dans le secteur informel.

Une autre mesure, la taxe sur les boissons est très impopulaire, estime J.P. Bejot (1991) car *"toucher au prix de la bière au Cameroun, c'est toucher aux intérêts vitaux de la population et du petit commerce"*. En effet, la bière constitue le moyen de subsistance de plusieurs ménages, et ses points de vente sont les lieux de vie sociale par excellence où l'on se fait des amis. Ils constituent des "arbres à palabres" pour les hommes de la ville.

La bière est devenue le principal élément d'attraction de rites divers tels que funérailles, mariages, etc.. A propos des boissons alcoolisées, D. Miaffo et J-P. Warnier (1993) écrivent : *« si l'on peut sans doute regretter l'abus de whisky et de champagne, et leur gaspillage ostentatoire, un sociologue averti y regardera à deux fois avant de condamner, pour cause de stérilité économique, ces puissants supports de la socialité camerounaise »*. La bière, quant à elle, est vendue, non seulement dans les bars, mais aussi dans de nombreux établissements plus ou moins clandestins. Aussi les conséquences de la révision de son prix sont-elles vécues de diverses façons sur le terrain. Une interviewée, âgée de 40 ans et tenancière de bar, déclare :

"Si on augmente le prix de la bière alors qu'il n'y a plus d'argent, qui va acheter la boisson ?"

Une autre, fonctionnaire âgée de 30 ans et consommatrice de bière, affirme :

"Les hommes ne m'offrent plus la bière comme avant. Quand j'entrais dans un bar, je buvais trois à quatre bières sans déboursier le moindre sou. Maintenant au bar chacun achète soi-même sa bière"

De façon générale, en se basant sur cet exemple de la bière, à la fois moyen de subsistance et boisson, on s'aperçoit que les femmes sont touchées par les récentes taxes sur les biens de consommation courante.

Les enquêtes de terrain montrent que les baisses de salaire, la dévaluation du franc CFA ont généré des situations de misère dans de nombreuses familles. Les hausses du prix du sucre, du pain ont été durement ressenties. Avec l'augmentation du prix des médicaments, la maladie, jadis le lot des plus démunis, devient un luxe. On entend dire : *"il faut prier pour que personne ne tombe malade dans la famille"* (mars 94).

Ce sont les femmes qui vont devoir faire face à ces situations comme ultime recours. Il leur faut donc développer des initiatives pour lutter contre ces difficultés. Ce sont ces réactions féminines que nous allons examiner maintenant.

III. LES REACTIONS FEMININES A LA CRISE

Comme on vient de le voir, la grande majorité des femmes du milieu urbain est touchée, de près ou de loin, par la crise. Elles multiplient ce que G. Mainet (1985) appelle des "techniques de survie" pour lui résister. Nous allons en énumérer quelques unes en nous basant sur nos observations. Le terme de "technique de survie" nous semble d'ailleurs mieux approprié à celui de stratégie de survie pour décrire la situation. En effet, par "technique de survie", nous entendons une réaction de riposte immédiate et à court terme sur un point précis. La "stratégie de survie", par contre, est la conclusion à long terme des différentes techniques de survie.

1. La débrouillardise à Yaounde

A la question de savoir comment les femmes que nous interviewions, réagissaient à la crise, nous obtenions une même réponse en mars-avril 1991 : "on se débrouille". En mars 1992, cette même réponse revenait toujours spontanément. Mais nous nous sommes rendu compte que son sens avait évolué. Les expressions suivantes revenaient souvent :

"On se bat", "on supporte", "on se maintient", "on fait avec", "on va faire comment", "on est dévalué".

On pourrait ainsi construire une sociologie de la débrouillardise. En effet, tous ceux qui n'exercent pas dans le secteur formel, fonction publique ou grande entreprise privée, utilisent ce terme pour qualifier leur activité. Il exprime leur mode d'existence.

L'observation du vécu de cette débrouillardise permet de distinguer deux types d'acteur. Ceux pour qui l'informel représente la seule source de revenu, et ceux pour qui l'informel représente une source secondaire de revenu. Dans ce deuxième cas, on rencontrait de nombreux fonctionnaires. Cependant avec les récentes baisses de salaire, la proportion de fonctionnaires appartenant à la fonction publique et opérant dans l'informel risque de devenir encore plus importante.

Même la presse, privée ou officielle, pour faire passer certaines informations, utilise l'expression "on se débrouille". Ainsi, on retrouve fréquemment cette expression dans les rubriques "Takala et Muyena sur le trottoir" du journal "Le Messenger" et "La parole à l'homme de la rue" du journal "Cameroon Tribune".

Il en est de même pour l'audiovisuel qui reflète le vécu des gens. Ainsi dans "le débrouillard", un feuilleton de la CRTV (Cameroun Radio-Télévision), on assiste à tout ce que peut faire pour vivre un citoyen qui ne peut avoir un poste dans l'administration. Le nom même de "Débrouillard" donné à l'acteur principal de ce feuilleton, n'est pas le fait du hasard. Il vient de l'habitude camerounaise consistant à désigner les gens par la fonction qu'ils exercent. Dans cette optique, on a d'un côté, les travailleurs, et de l'autre, les débrouillards. On voit ainsi, que le nom : *"ne fait pas que nommer : il explique. C'est plus qu'un signe, il devient une figuration symbolique. Il illustre en résumant."* (L.V. Thomas et R. Luneau, 1975).

De la même manière on remarque que les personnes se sont appropriées le terme dévaluation. Ce n'est pas seulement la monnaie qui est dévaluée, ce sont les personnes qui s'en

servent qui le deviennent. Ce français dit "camerounisé" fera rire l'observateur extérieur. Pourtant l'expression "on est dévalué" qui revient à tout propos, n'est pas neutre. Elle implique au fond que les acteurs sont conscients des enjeux sur leur propre vie de décisions prises dans les hautes sphères. De fait cette expression "illustre en résumant" leur présente situation.

Il y a donc un langage du vécu socio-économique en temps de crise. "Se débrouiller" consiste à renoncer aux habitudes acquises en période de prospérité, à entrer dans le secteur informel, afin d'exercer une activité quelconque pour survivre, faute de mieux. Dans la situation de crise actuelle on assiste à un renouvellement du secteur de l'emploi grâce à des activités marginales ou inédites. Si maintenant le sens de l'expression "se débrouiller" évolue, cela prouve simplement que le langage s'ajuste à cette nouvelle situation. Ainsi par exemple "se battre" désigne à la fois l'activité, la difficulté à l'exercer et le petit revenu qu'on en tire. Il en est de même pour l'expression suivante : "on se maintient".

En milieu urbain, hommes et femmes créent de nombreuses activités. C'est leur façon de "se battre" pour survivre à la crise. La débrouillardise se traduit de façon concrète par l'apparition de nombreux petits métiers de rue. Kengne Fodouop (1991) leur consacre d'ailleurs un ouvrage pour Yaoundé. A cause de leur diversité, l'auteur reconnaît qu'il est difficile d'en faire un inventaire complet, et de donner avec précision le nombre de personnes qui les exercent dans chaque cas. Le tableau ci-dessous fournit cependant quelques estimations, pour la fin de l'année 1989, des petits métiers exercés dans les rues de Yaoundé.

Tableau 2 : La structure du secteur des petits métiers de rue

Catégories petits métiers de rue	Effectifs	Pourcentage
L'artisanat de production	5.908	13,7
commerce	25.789	59,8
Service	11.429	26,5
Ensemble	43.127	100

Source : Kengne Fodouop (1991) p. 18

En ce qui concerne l'âge de ceux qui exercent ces métiers, le tableau suivant montre les disparités entre les différentes classes d'âges, à la fin de 1989.

Tableau 3 : Répartition par classes d'âge de ceux qui exercent des petits métiers de rue

Classes d'âge	Effectifs	Pourcentage
Moins de 15 ans	302	7,3
15 - 29 ans	1 633	39,5
30 - 49 ans	2 088	50,5
50 ans ou plus	112	2,7
Ensemble	4.135	100

Source : Kengne Fodouop (1991) p. 63

L'auteur montre dans ce tableau que les personnes de moins de 15 ans, qui représentent 7,3% des effectifs, "sont des gosses qui ont renoncé à l'école très tôt, par paresse ou par

manque de moyens, ou qui en ont été chassés pour mauvaise conduite, et qui trouvent dans les petits métiers non seulement un passe-temps, mais aussi un moyen de gagner de quoi se nourrir et se vêtir." On ne peut toutefois affirmer que tous les jeunes de moins de 15 ans qui exercent de petits métiers dans les rues de Yaoundé, ne vont pas à l'école. En effet, certains jeunes scolarisés vendent des sucettes et des oranges les jours de congé. D'autres vont à l'école à mi-temps. La matinée, ou l'après-midi libre, est alors consacrée au lavage de voitures ou à la vente d'arachides. Cependant il y a beaucoup "d'enfants de la rue" qui trouvent là la possibilité d'exercer de nombreux métiers. En se basant sur le cas de la Mauritanie, A. Combier (1994) a souligné l'importance de cette "débrouillardise" pour l'avenir des enfants de la rue.

La répartition spatiale des petits métiers est très variée. Certains quartiers en abritent plusieurs catégories, d'autres seulement quelques unes. Ainsi 122 petits métiers ont été recensés à la Briqueterie par Kengne Foudouop (1991) et seulement 3 dans le quartier Ahala. Tous les quartiers de Yaoundé abritent des petits métiers de rue, même ceux de haut standing, comme Bastos, qui en comptait 5. Il faut néanmoins reconnaître qu'il est difficile de repérer ces métiers dans des lieux précis. Un certain nombre sont des métiers ambulants. Ainsi, les coiffeurs et coiffeuses qui sillonnent presque tous les quartiers de Yaoundé. Ils ne sont donc pas installés dans un quartier précis, mais circulent de l'un à l'autre pour proposer leurs services. On trouve aussi parmi la centaine de petits métiers recensés par Kengne Foudouop celui de tailleur ambulant et de portefaix. Cette variété des petits métiers répond à une demande populaire qui correspond à la mise en place de stratégies urbaines de survie.

Les citadines de Yaoundé contribuent aussi à cette revalorisation du secteur informel en raison de leurs comportements nouveaux, expression des attitudes de survie mises en oeuvre et qui sont les composantes des stratégies de survie.

2. Les attitudes de survie

a) Changement dans les habitudes alimentaires

La plupart de nos enquêtées déclarent qu'avant la crise, elles avaient d'autres manières de s'alimenter. La viande fraîche, le poisson frais étaient consommés de façon relativement courante. La quantité de ces aliments tend maintenant à diminuer dans la composition du repas. A la question "qu'avez-vous préparé à manger aujourd'hui?" une de nos informatrices, âgée de 35 ans, a donné spontanément la réponse suivante :

" le plantain, la sauce d'arachide avec du poisson fumé "

Une autre, âgée de 40 ans, à qui nous avons demandé quelle quantité de viande fraîche elle mettait dans un repas, a déclaré :

" Aujourd'hui, on ne pense pas en termes de kilogrammes, mais en termes de morceaux de viande. Quand j'achète trois kilos de viande, j'en fais sept paquets de huit petits morceaux. Un paquet est fait pour un repas. En plus, je varie les repas. Je ne prépare pas toujours la nourriture qui nécessite la viande ou le poisson frais. Je peux faire le

haricot avec le plantain, le manioc ou le macabo. On fait tout pour ne pas utiliser la viande."

Cette diminution de la consommation de la viande fraîche est confirmée par les déclarations des bouchers. L'un d'eux, installé au "Marché huitième", et âgé de 40 ans, déclare:

"J'avais des clientes qui achetaient 5 kilos de viande toutes les semaines. D'autres qui en achetaient un tous les jours. Aujourd'hui, les premières peuvent prendre 3 kilos de viande par semaine, les secondes préfèrent acheter du poisson fumé. J'ai maintenant des clientes fantômes (qui ne reviennent plus). Il y a même des femmes qui discutent le prix de la viande (ce qui ne doit pas se faire). Il y en a qui demandent qu'on leur vende la viande au prix de 200 F.CFA. Le marché de la viande a baissé. Avant je vendais 50 kilos de viande avant midi. Maintenant je n'arrive pas à vendre 30 kilos de viande dans toute la journée. Avec la crise les femmes sont devenues sages. Elles ne font plus des dépenses inutiles, acheter des choses sans réfléchir par exemple".

Ces nouvelles manières de s'approvisionner sont devenues courantes dans certaines familles, et constituent l'une des stratégies financières permettant de faire face à la baisse de leurs revenus. A ce propos une informatrice, âgée de 35 ans, précise :

"Puisqu'il n'y a pas l'argent pour que ma famille ait à manger tous les jours, j'achète du poisson fumé. Je prépare le manioc ou le macabo qui rassasient vite."

Ceci met en évidence deux choses : d'une part, la quantité de sauce diminue dans les plats composés d'une sauce et de féculents. En effet, avec moins d'une livre de viande, on ne peut faire suffisamment de sauce. D'autre part, la qualité de la sauce change aussi. Son goût se perd parce qu'on y met beaucoup d'eau pour l'allonger. Les femmes décrivent cet état de fait en disant : *"qu'on ne fait la sauce que pour donner une odeur au manioc"*. Certains jours, la viande fraîche disparaît même du repas : *"On accompagne tout simplement le manioc avec l'avocat"* déclare une femme de 28 ans.

Cet abandon de la consommation de viande fraîche peut s'expliquer par le fait qu'elle est vendue dans le circuit formel, ce qui maintient son prix à un niveau élevé. Le boeuf qui vient du nord du Cameroun passe par l'abattoir municipal. La viande fraîche, produite dans les abattoirs municipaux à partir des boeufs du Nord, est vendue uniquement sur les marchés municipaux à des prix fixés par une mercuriale officielle et contrôlés régulièrement. Dans les boucheries du Marché central, les prix sont affichés comme, par exemple, 1/2 kilo avec os pour 500 F.CFA ou 1 kilo sans os pour 1 200 F.CFA. Comme l'affichage est obligatoire, l'Etat a ainsi la mainmise sur le secteur de la viande. Il en est de même avec le poisson frais, éventuellement importé, qui passe par les mêmes circuits.

La consommation de poisson et de viande fraîche est alors remplacée par celle du poisson et de la viande boucanée. Le poisson fumé peut être produit dans les villages voisins de Yaoundé comme dans ceux de la Haute-Sanaga. La viande boucanée est uniquement

produite de façon artisanale à partir des prises de gibier. Comme elle est le fait du braconnage qui est interdit, les pouvoirs publics n'en contrôlent ni la production, ni la commercialisation.

Si bien que les clients peuvent obtenir cette viande à crédit, ou à un prix marchandé au préalable avec la vendeuse, ce qui a pour effet de favoriser sa consommation. Ainsi au marché Mokolo on peut trouver cette viande à des prix variant entre 100 et 500 F.CFA et du poisson fumé à 100 F.CFA. Le tas de 200 F.CFA est en général constitué de 4 à 5 morceaux ayant chacun la grosseur d'un citron. Avec de la viande fraîche, il aurait fallu cinq fois plus d'argent pour avoir la même quantité de viande pour un repas.

On voit donc que les habitudes de consommation sont en train de changer en milieu urbain par l'adoption de pratiques qui étaient auparavant celles des villages, notamment de l'Ouest, où, pour de nombreuses familles, viandes et poisson n'étaient consommés que les jours de fêtes. Il faut, de plus, signaler qu'il y a un brassage des habitudes alimentaires. Les Bamilékéés se mettent maintenant à manger du manioc cuit à l'eau, pratique peu courante dans leurs villages d'origine. De même les Etons consomment maintenant des haricots produits dans l'Ouest. Il s'agit d'une importante mutation, quand on sait les relations qui, dans une société lient étroitement alimentation et culture comme le souligne I. De Garine (1974), chaque communauté tendant à conserver en période difficile, les habitudes alimentaires de sa région d'origine. En fait, on remet en valeur des pratiques anciennes, qui nécessitent peu d'argent et la ville en vient à se ruraliser dans ses habitudes alimentaires.

b) La marche à pied

La marche à pied doit être considérée comme une autre attitude de survie, parfois en liaison avec la modification des habitudes alimentaires. Une de nos enquêtées raconte :

"Aujourd'hui, on fait pour faire moins de dépenses; moi, je prends de moins en moins le taxi maintenant, je ne le prends que quand je vais faire une très longue distance ou quand je suis en retard pour mon travail; alors qu'avant je prenais tout le temps un taxi pour me rendre à mon travail, j'y vais à pied aujourd'hui" (fonctionnaire, 38 ans).

La marche à pied, comme substitut au taxi, est un des éléments de la stratégie visant à réduire les dépenses, pour survivre dans ce contexte de crise économique.

C'est pour la même raison que certaines personnes préfèrent demeurer sur leur lieu de travail pendant la coupure de midi avant que le gouvernement ne décide de la journée continue. Cette dernière survenue après la dévaluation du Franc CFA résulte sans doute de l'observation de cette pratique. En effet, en retournant chez soi à midi, on dépensait au moins 500 F.CFA, somme considérée comme constituant maintenant la ration quotidienne de leur famille.

c) La consommation des pagnes produits localement

Cette attitude de survie consiste à se rabattre sur la consommation de pagne fabriqué localement par la CICAM (Cotonnière industrielle du Cameroun). Autrefois la CICAM n'habillait que les paysannes et les citadines pauvres. Aujourd'hui, toutes les femmes se contentent de ce pagne, abandonnant progressivement le prêt à porter pourtant très apprécié

par la majorité d'entre elles. Une tenue en pagne CICAM est beaucoup moins chère qu'une robe achetée dans une boutique de prêt-à-porter. A ce propos, un couturier de 40 ans, déclare :

"Très peu de femmes font coudre le pagne "Wax" maintenant. Le Wax coûte très cher, et se vend en un ensemble de trois pagnes que les commerçants ne divisent pas. Par contre le coupon de six yards de tissu CICAM coûte 3 500 F.CFA, et peut à la demande d'une cliente être divisé. Si par exemple, elle veut un seul pagne on peut lui vendre. Tandis que le Wax qui coûte au minimum 7 000 F.CFA se vend uniquement en ensemble. Par ailleurs les femmes achètent aussi les tissus ordinaires. Parce qu'elles ont le choix de prendre seulement la quantité qu'elles désirent."

d) L'achat de chaussures en plastique

L'importance accordée à l'achat de chaussures en matière plastique, encore appelées "écaïlles" entre dans la même perspective que la consommation des pagnes de la CICAM. Celle de réduire les dépenses du ménage.

"Les écaïlles sont devenues les seules chaussures que je porte. Depuis deux ans que je ne suis pas allée dans un magasin pour acheter des chaussures, ni même à la friperie. Mes enfants portent seulement les écaïlles maintenant" (une enquêtée de 42ans).

Ce type de chaussures était regardé avec dédain par beaucoup de citadins car elles constituaient le lot des paysans. Aujourd'hui, beaucoup d'hommes et de femmes les chaussent en ville. On peut vérifier cet état de choses par l'augmentation du nombre des vendeurs d'"écaïlles" au marché de Mokolo notamment. Ce marché se développe actuellement car *"les gens préfèrent les écaïlles qui coûtent moins cher que les chaussures en cuir, même celles que l'on trouve à la friperie"* déclare une vendeuse d'"écaïlles".

e) Le marché vestimentaire d'occasion

Le recours à la "friperie" est une autre réponse à la baisse du niveau de vie. La "friperie" est le terme local désignant le commerce de vêtements et de chaussures d'occasion. Ce ne sont plus seulement les plus pauvres qui y ont recours, mais c'est devenu le marché vestimentaire de la majorité des gens et l'on y habille toute la famille. On peut y rencontrer de hauts cadres de l'administration. On voit ainsi régulièrement au marché de Mokolo des femmes qui garent leur voiture avant de se diriger vers l'endroit où l'on trouve ces vêtements et chaussures d'occasion. Une enquêtée de 40 ans déclare :

"je porte maintenant des chaussures de la friperie, alors qu'avant j'achetais mes chaussures en boutique. Tous les habits et chaussures de mes enfants sont achetés dans "l'aboré" (friperie). L'ensemble pagne que je porte est au CICAM, que je ne portais pas avant."

La friperie permet de faire des économies. Mais, elle offre aussi à toutes celles qui ont perdu leur emploi une occasion de se reconverter dans une autre activité. Les femmes qui

jusque-là affichaient une certaine opulence se voient aujourd'hui obligées de contrôler leurs dépenses et de calquer leur comportement sur celui des plus pauvres. On pourrait en conclure, un peu vite, que la crise lamine les inégalités qui ont toujours caractérisé la société camerounaise. Malheureusement il n'en est rien. Une observation de la situation montrerait le contraire. Car, si les "petites riches" d'hier en sont à parler de "tout faire pour faire moins de dépense", la situation de la majorité est devenue dans le même temps catastrophique. La crise a accentué le dénuement des plus pauvres.

Toutefois, on observe qu'une minorité continue de vivre dans une certaine aisance. Il suffit d'observer la réalité en suivant les femmes de Yaoundé dans leurs courses quotidiennes. D'un côté il y a celles qui, poussant leur chariot au supermarché SCORE choisissent sans trop hésiter ce dont elles ont besoin. De l'autre, on remarque au Marché central, l'anxiété de celles qui se promènent avec un panier vide devant le stand des revendeurs. Les déclarations ci-dessous expriment avec plus de vérité ces réalités. Une femme de 28 ans, mère d'un enfant et rencontrée au supermarché SCORE affirme :

"je ne peux pas dire que je ressens vraiment la crise pour le moment. Je n'ai pas changé ma façon de vivre, mais comme tout le monde je vois que ça devient de plus en plus difficile."

Par contre, T. âgée de 25 ans, femme de ménage et mère de deux enfants déclare sur le Marché central :

"j'ai toujours ressenti la crise, maintenant c'est plus difficile encore. C'est dur de ne pas pouvoir bien faire à manger aux enfants."

Une autre technique de survie adoptée par les citadines est l'ouverture d'un petit commerce qui apporte des revenus supplémentaires si ce n'est la totalité des revenus du ménage.

f) L'entrée dans le petit commerce

Beaucoup de personnes se reconvertissent dans l'activité commerciale après une perte d'emploi. Kengne Fodouop (1991) écrit à propos de Yaoundé :

"Les petits métiers du commerce sont les plus sollicités (...). En effet, à la fin de 1989, ils occupaient 25 789 personnes, soit 59,8 % des effectifs engagés dans le secteur des petits métiers de rue."

De nos jours, les femmes de personnes licenciées, certaines jeunes diplômées, cherchent à s'employer dans ce secteur. Il s'agit surtout du commerce des vivres ou elles s'établissent comme revendeuses de pommes de terre, d'arachides, de fruits. On peut citer, par exemple le cas de K.B., 30 ans, licenciée en droit, au chômage, qui revend le poisson fumé qu'elle achète à Nanga-Eboko. Une autre jeune femme de 35 ans, revendeuse au marché de Mokolo, déclare à ce sujet :

"Quand je me suis mariée mon mari venait de finir ses études. On pensait qu'il allait trouver du travail. Comme il ne fait toujours rien, je

suis obligée de revendre les pommes de terre pour nous faire vivre. Mais, ça ne marche pas bien, on a très peu de clients. C'est dur."

La déclaration de cette femme est similaire à celle d'une autre personne de 40 ans, ancienne fonctionnaire licenciée, rencontrée à l'entrée du magasin T. Bella, qui déclare :

"Depuis qu'on m'a "compressée", j'essaie de vendre la friperie, mais les douaniers ne nous laissent pas tranquilles. Je ne peux pas dire que ça marche. C'est partout les pleurs."

La restauration en plein air, dans les cases ou sur les lieux du travail apporte aussi une solution. Made Bande Diouf (1981) a montré le rôle important que jouent les femmes de Dakar dans ce secteur. Il en est de même à Yaoundé où les femmes multiplient les formes de restauration, permettant à ceux qui restent à leur travail à midi de faire des économies, et générant pour elles-mêmes des revenus. Marchandes ambulantes vendant des plats préparés ou restauratrices installées, elles préparent le petit déjeuner, le déjeuner ou le dîner pour les habitants de la ville.

On distingue deux catégories de restauratrices : celles qui préparent et servent sur le bord des routes et celles qui préparent à domicile.

* Les restauratrices du bord des routes. Sur le bord des routes, on rencontre trois types de restauratrices : les vendeuses de beignets-haricots et de bouillie de maïs, celles qui tiennent des cafétérias, et celles qui servent des produits à la braise.

Les vendeuses de beignets-haricots et de "paff" (bouillie de maïs) procurent le repas du matin aux élèves et aux étudiants, aux fonctionnaires, aux travailleurs, et aux "débrouillards" de la ville. Elles fournissent également le dîner à certaines familles. Les beignets qu'elles vendent sont frits le matin dès six heures et le soir à partir de dix-huit heures. Beaucoup de familles habituées à la prise d'un petit déjeuner, comprenant du pain, du lait, du café soluble et des oeufs se sont rabattues sur les beignets accompagnés de haricots, frits à l'huile de palme, ou sur la bouillie de maïs. Les "B-H" (Beignets-Haricots), comme on les appelle, sont très appréciés car peu chers. On les trouve au prix de 5 F.CFA, quant le quart de baguette coûte 25 F.CFA. De plus, la consommation de pain impose celle de café, de lait et d'oeufs ce qui augmente le coût du petit déjeuner, alors qu'on peut manger des beignets sans être obligé d'acheter un complément.

Construites en bois, les cafétérias du bord de la route se développent au coin des rues de Yaoundé. Beaucoup sont tenues par des femmes, et servent pain et omelette préparée sur un petit réchaud à pétrole ou à gaz. Les fonctionnaires y prennent leur petit déjeuner avant de commencer leur journée de travail à 7 heures 30. De même les étudiantes et élèves qui attendent les cours de 14 heures 30 s'en servent comme restaurant de fortune.

Les vendeuses des produits braisés proposent des poissons, poulets, maïs, patates et safouts cuits à la braise sur le bord de la route. On peut ainsi manger pour 10 à 25 F.CFA, une banane-plantain grillée. Avec la crise, ce secteur s'est développé et spécialisé selon les produits braisés.

* Les restauratrices qui préparent à domicile. Cette catégorie comprend les restauratrices ambulantes et les propriétaires des "chantiers" et des "circuits".

Les restauratrices ambulantes se promènent dans les bureaux, les établissements scolaires aux heures de récréation pour proposer des croquettes de plantain (bananes frites) et des arachides grillées. Elles vendent aux ouvriers, aux étudiants, et aux catégories les plus démunies qui y trouvent un précieux recours. Mais il y a aussi celles qui vendent des plats préparés dans certains points stratégiques : les marchés, les stations services et les garages, les gares routières et les abords des bureaux ministériels. Il peut s'agir de véritables restaurants ambulants fournissant assiettes et couverts pour le service des clients réguliers. Ainsi, au marché de Mokolo, on les entend dire en passant devant les stands ou les magasins de ces derniers : "Asso (client), j'ai du riz avec la sauce tomate et du poisson", ou bien encore : "Asso, il y a le koki (gâteau de haricot) aujourd'hui". Ceux qui sont intéressés répondent : "donne une assiette". Une assiette de nourriture coûte 200 FCFA, et l'acheteur a la possibilité de manger à crédit, quand il s'agit d'un client régulier. Les commerçants de Mokolo justifient la consommation de ces repas par un simple calcul économique :

"Quand on rentre à la maison pour le déjeuner, on perd. Car, pendant que tu es parti, un client peut passer. On préfère manger sur place, parce que le prix du taxi l'aller et le retour est plus élevé que celui d'un repas pris au marché. Moi, j'habite Mimboman, il me faut payer 200 F.CFA pour un voyage. Et, les deux voyages de midi me coûteront 400 F.CFA. J'économise dans ce cas 200 F.CFA et je ne m'arrête pas de travailler" (un commerçant de 32 ans).

Les propriétaires de "chantiers" et de "circuits" préparent et servent du vin et des plats traditionnels dans leurs maisons personnelles transformées pour l'occasion en restaurants clandestins. Les femmes y étendent une cuisine, originellement faite pour la famille, à d'autres personnes. Cela leur procure un revenu, favorise l'essor des modes alimentaires nationaux et le brassage des savoirs-faire culinaires, tout en mettant à la disposition des clients des repas à un prix raisonnable. Toutefois ces endroits ne connaissent plus la même affluence qu'avant la crise, malgré la révision des prix à la baisse.

g) La reconversion dans le petit artisanat

Les femmes s'adonnent aussi au petit artisanat, notamment concernant les activités suivantes : couture, broderie et tricot, et coiffure.

Beaucoup de femmes trouvent dans la couture un moyen de subsistance. Certaines, faute de moyens pour pouvoir continuer leurs études, se sont constituées apprenties couturières. D'autres se mettent à exercer à domicile comme cette ancienne étudiante de l'université de Yaoundé, licenciée en droit au chômage qui utilise sa familiarité du milieu étudiant pour se constituer une clientèle.

Les femmes se consacrent à la réalisation de services de table, nappes et serviettes brodées de motifs divers. Ces produits sont écoulés au marché ou directement aux employées de bureau. On observe même à l'entrée de la maternité principale de Yaoundé des femmes qui exposent de la layette tricotée.

A propos du métier de coiffeur, Kengne Fodouop (1991) constate que :

"La demande de coiffure pour dame est si forte (...) que les salons liés à cette activité ont essaimé dans toute la ville. A l'heure actuelle en effet, on compte 401 salons de coiffure-dames repartis en proportions variables dans les 49 quartiers de Yaoundé."

"On note une prolifération des salons de coiffure à Yaoundé", remarque un citadin, *"mais ces salons se ferment aussitôt après leur ouverture"* réplique un autre.

Une coiffeuse de 28 ans note qu'elle a de moins en moins de clientes, bien qu'elle ait revu ses prix à la baisse. Ces derniers sont maintenant compris entre 1 500 et 7 500 F.CFA. Cette coiffeuse a rajouté à son activité la vente de produits d'entretien pour les cheveux afin de payer sa patente :

"Il n'y a plus de travail. Mais, le prix de la patente est toujours le même. Nous nous plaignons, mais ça ne change rien. Beaucoup de femmes ferment leur salon pour cette raison."

Si les salons de coiffure se ferment, certaines femmes se reconvertissent dans le secteur informel, en des lieux où l'on ne paye ni taxe ni loyer. Leurs maisons deviennent des salons de coiffure de fortune à l'entrée desquels on peut lire sur une plaque : *"nattes et défrisage à froid ici"* ou *"je fais : rasta, greffes et curling"*.

h) L'agriculture urbaine et péri-urbaine

On observe à Yaoundé pendant les mois de mars et d'avril des faits qui rappelle la vie agricole des villages. Dès 6 heures, des femmes avec houes et machettes partent aux champs et n'en retournent qu'à 17 heures. Au mois de juin et juillet, elles vendent au bord de la route, au carrefour Carrière par exemple, le maïs qu'elles ont fraîchement récolté. Sur la nouvelle route Bastos, on propose maïs et légumes frais.

Si la pratique de l'agriculture est courante dans les villes africaines comme le souligne J. M. Ela (1983), elle se généralise avec la crise économique au Cameroun. Ainsi S. C. Abega (1992) en montre l'importance à Mbandjock. On n'a pas seulement affaire aux champs de case et à ceux de la périphérie de la ville, mais toutes les surfaces non bâties de Yaoundé sont peu à peu mises en culture. On le constate dans les quartiers Biyem-Assi, Cité Verte, Carrière, Mbankolo, etc.. De plus, certains marécages de la ville sont aussi mis en valeur. Cette activité permet à la ville de s'auto-alimenter, mais elle accentue aussi la ruralisation. Le visage des marchés de Yaoundé reflète désormais cet aspect puisqu'on y trouve des manches de houes, des semences de légumes de toutes régions, etc..

Le développement de l'agriculture urbaine correspond à une stratégie de survie, mais elle transforme le paysage de la ville. La citadine actuelle reprend son ancien rôle de femme aux champs. Tout comme au village, elle cultive, consomme et vend une partie de sa récolte. On assiste ainsi à un brassage de plusieurs activités exercées par une même personne et le travail de la terre se trouve ainsi revalorisé dans un contexte urbain qui le regardait avec dédain.

i) Le retour au village

Le retour au village apparaît ici comme étant la dernière solution à envisager, quand toutes les stratégies de survie en milieu urbain auront été épuisées. Ainsi une informatrice de 35 ans déclare :

« Si ça continue comme ça, je vais rentrer dans mon village ».

Déjà en 1990, une villageoise de Bafou, chefferie de l'Ouest, et ancienne citadine affirmait :

"A Douala, les vendeuses sont plus nombreuses que les acheteurs. On ne vend rien au marché ; or il y avait le loyer à payer. Je suis revenue au village parce que je ne pouvais plus faire autrement" (ancienne citadine, habitant Bafou, mars 1990).

A travers toutes ces techniques de survie que nous avons présentées, on peut noter la formidable créativité des femmes de Yaoundé. Autant d'initiatives qui attestent de leur dynamisme et de leur imagination pour sortir de la difficile situation actuelle. Il en résulte une augmentation de leur temps de travail car elles doivent ajouter aux divers travaux ménagers les petits métiers qu'elles exercent. Elles le disent elles-mêmes :

"On est obligé de se réveiller plus tôt, car, il faut faire les travaux de la maison avant d'aller au marché. De là on rentre toujours tard parce que c'est dur et on pense qu'un client peut arriver à n'importe quelle heure" (couturière de 40 ans).

IV. DES TRANSFORMATIONS SOCIALES

On assiste à la naissance de comportements nouveaux dans les familles qui se répandent en milieu urbain. Ces changements concernent notamment la gestion domestique du ménage et la perception du mariage.

1. Reprise de la gestion domestique par les femmes

Le mariage en ville était fréquent car la ville représentait pour la jeune fille rurale un lieu de libération. En milieu rural beaucoup de femmes ne préparaient leur repas qu'à partir des produits achetés avec de l'argent donné par leur époux. Elles dépendaient donc fortement de leur mari qui se chargeait d'assurer l'essentiel des revenus du ménage. On assiste maintenant à un changement radical. Certaines femmes se voient propulsées au rang de chef de ménage, tout leur incombe désormais. Le mari, victime des licenciements se décourage et abandonne la gestion domestique à sa femme. Certains hommes préfèrent garder le peu d'argent qu'ils gagnent pour leurs besoins propres. La remarque de cette tenancière de "chantier" est significative : *"aujourd'hui, certains hommes viennent manger au chantier alors qu'il n'y a rien à manger chez eux"*. Les femmes par contre pensent d'abord à l'intérêt de la famille.

On revient ainsi au rôle qui était dévolu à la femme dans la société villageoise : elle nourrit la famille avec les produits de son champ. Dans l'Ouest où la pratique de la polygamie

est courante, la femme ne fait pas que nourrir la famille. Elle doit en même temps constituer une dot pour le mariage de ses fils. J. P. Warnier (1985) souligne cet aspect dans son étude sur les échanges dans le Bamenda pré-colonial. La femme prépare également à ses fils une certaine richesse immobilière. Elle achète des lopins de terre qu'elle appelle ses "plantations de caféiers" par exemple. Ces champs représentent un lieu où les fils qui seront exclus de la succession paternelle pourront construire leur case. En effet, un seul enfant mâle hérite à la mort du chef de la famille et la femme, en plus de nourrir la famille, prépare l'avenir des enfants.

La citadine, dès que l'apport économique de son mari diminue, reprend son statut ancien et pourvoit aux besoins de la famille. Elle est demeurée comme le souligne J. M. Ela (1983) une paysanne "dans son coeur". La ville ne l'a pas distraite de ses responsabilités. La crise les a augmentées. Elle devient maintenant l'éducatrice et la nourrice des enfants et se retrouve de plus en plus seule. Le mari qui a perdu son emploi, en cherche un autre, avec le risque de s'éloigner de la famille, car il passe des journées entières hors de la maison. Dans certains cas il ne revient à la maison que pour prendre l'argent mis de côté pour les soins de santé et la scolarité des enfants.

Les enfants plus grands sont obligés de se prendre en charge eux-mêmes et souvent remplacent leur mère à la maison. Ainsi, par exemple, D.K., 30 ans, revendeuse se rendant au marché de Mokolo avec son régime de banane, charge sa fille lycéenne, au sortir du taxi, de lui faire la cuisine pour son retour :

"Prépare vite, j'arrive"

La réaction du chauffeur de taxi exprime avec compassion la situation de cet enfant :

"Les femmes abusent déjà. Voilà une petite fille qui revient de l'école à midi. Elle a faim, elle est fatiguée. Cependant, elle doit aller faire elle-même à manger, parce que sa mère fait le "buy'em-sell'em". Quand elle échouera à ses examens, sa mère dira: je souffre, je paie la scolarité et elle n'étudie pas. Cet enfant n'a pas le temps de réviser ses leçons" (un chauffeur de taxi de 30 ans).

Parce que les femmes sont obligées de courir après l'argent, elles négligent leurs enfants. La vie économique prend le dessus sur la vie familiale. Aussi beaucoup d'enfants sillonnent les rues de Yaoundé avec sur leur tête un plateau d'arachides cuites, d'oranges, etc.. Sur un effectif de 4 135 pratiquants de petits métiers de rue à Yaoundé, Kengne Fodouop (1991) recense 302 enfants de moins de 15 ans, soit 7,3 % des effectifs. Il y a donc une charge de travaux domestiques accrue chez les enfants. T. Locoh (1985) souligne le fait que certaines familles du milieu urbain font venir des enfants de la campagne pour "satisfaire telle ou telle demande en main d'œuvre : nièce envoyée du village pour s'occuper d'un bébé quand sa mère est au travail, jeune garçon appelé pour tenir le petit commerce de son frère, etc."

2. Une perception différente du mariage

Le mariage, non seulement ne représente plus l'occasion d'accéder au bonheur sur le plan matériel, mais il devient de plus en plus aléatoire. Une élève de l'Ecole Normale faisait la remarque suivante :

"La vie devient « ndjindja » (dure) aujourd'hui. Même le mariage est « sharp' » (difficile). On veut se marier, prendre même un pousseur. Mais, on ne le voit pas" (normalienne de 28 ans).

Cela traduit son inquiétude face à la probabilité de prendre un époux, car les hommes demandent de moins en moins les femmes en mariage. Un citadin remarque :

"J'ai trois cadettes. Or tout le monde connaît dans notre entourage que dans ma famille on ne réclame pas la dot. Mais, personne ne vient les demander en mariage. A mon avis, parce qu'il y a baisse de revenus, les hommes ont peur des responsabilités" (un citadin de 38 ans).

Il y a la peur des charges familiales qu'un mariage implique avec la naissance des enfants. Un jeune boucher affirme à ce propos :

"Ça ne vaut pas la peine de se marier. Car, il ne faut pas épouser une femme, et faire des enfants qu'on va nourrir avec du pain à l'eau sucrée ou du tapioca" (boucher de 25 ans).

Mais il faut aussi remarquer que le phénomène de la dot, qui dans certaines régions représente un véritable investissement, freine la demande en mariage. Dans une situation où l'on n'est pas sûr de s'assurer un emploi, les hommes ne voient guère l'urgence de s'offrir ce luxe. En 1987, pour l'ensemble du pays, les proportions de femmes mariées dans les tranches d'âges de 15 à 34 ans ont diminué par rapport à 1976 :

Tableau 4 : Proportion de femmes mariées de 15 ans et plus par groupe d'âges en 1976 et 1987 (en %)

Groupes d'âges en années	1976	1987
15 - 19	44,5	37,2
20 - 24	77,6	69,4
25 - 29	86,3	81,2
30 - 34	86,4	84,0
35 - 39	82,8	82,2
40 - 44	77,1	76,8
45 - 49	68,7	69,8
50 - 54	58,6	59,3
55 - 59	48,5	50,6
60 - 64	37,0	39,1
65 ou plus	20,5	29,1

Source : Démo 87, Volume III, Analyse préliminaire, tome 1

Cette baisse semble cohérente avec les faits observés dans d'autres pays d'Afrique Sub-saharienne. Une étude faite par Ph. Antoine et J. Nanitelamio (1990) atteste de la montée du célibat féminin dans les villes africaines. Ces auteurs ont analysé la situation de Pikine, Abidjan et Brazzaville. Ils relèvent le fait qu'à Brazzaville "le premier mariage se conclut de plus en plus tard : en 1961, 13 % des femmes de 20-24 ans étaient encore célibataires, cette proportion passait à 33 % en 1974, et atteignait 52% en 1984". Antoine et Nanitelamio expliquent ce phénomène par la forte "scolarisation des jeunes générations" tant filles que garçons. Par ailleurs le célibat féminin semble bien toléré, et de plus, on note une grande tolérance de la maternité hors mariage. "Le nombre moyen d'enfants chez les femmes célibataires est loin d'être négligeable : 1,5 enfants à 25-29 ans pour les célibataires et 3 enfants pour les femmes mariées" soulignent-ils.

En ce qui concerne la ville de Yaoundé, seule une étude sur le célibat féminin permettrait de vérifier ces hypothèses. La situation peut être fort différente pour certaines personnes à Yaoundé. Ainsi, par exemple, la société Bamiléké ne tolère guère les maternités pré-nuptiales si bien que le célibat peut être vécu comme un véritable conflit intérieur : un mariage qui tarde à se réaliser et le désir d'enfants qu'on n'est pas socialement libre de faire hors du cadre matrimonial.

Dans ce contexte, certains hommes optent pour l'union libre, et l'on note le développement du concubinage en milieu yaoundéen. Or, dans la société africaine, le mariage est un phénomène social qui ne concerne pas seulement les individus qui se lient. Comme l'écrivent A.R. Radcliffe Brown et Daryll Forde (1953) à juste titre :

" En Afrique, le mariage n'est pas simplement l'union d'un homme et d'une femme. Il est une alliance entre deux familles ou groupes de parents".

Dans ce cas, le développement de l'union libre remet en cause certains fondements du système social.

Ces deux exemples de changement de comportement montrent l'importance des mutations en cours dans le milieu urbain. La situation de crise actuelle, en même temps qu'elle permet aux gens de développer des alternatives économiques, entraîne également une certaine dégradation des fondements sociaux.

Conclusion

Au terme de cette étude, on comprend mieux quelles sont les techniques de survie qu'adoptent les femmes de Yaoundé, en cette période de crise économique et sociale, et les changements de comportements qui naissent de cette situation.

Il nous a semblé essentiel, pour cette analyse en profondeur des réponses citadines à la crise, de mettre l'accent sur le vécu des femmes rencontrées. L'observation attentive de Yaoundé, montre que les femmes sont en train de mettre en valeur, pour leur profit propre, tous les secteurs non totalement capturés par l'Etat. Elles développent les activités courantes du secteur informel et en génèrent de nouvelles. Elles réajustent leurs comportements sur le plan vestimentaire, en achetant des tissus produits par la CICAM, des fripes, des chaussures en matière plastique. En matière de transport, elles retournent à la marche à pied. Dans le domaine alimentaire, elles font appel à de nouvelles habitudes de consommation.

Ce sont ces dynamiques sociales, ces comportements nouveaux, qui se dévoilent à travers toutes ces actions que notre étude s'est efforcée de mettre en lumière. Ainsi la citadine, tout comme la paysanne, continue d'avoir de lourdes responsabilités et beaucoup de travail. Et ce travail met en cause les études des enfants qui sont quelque peu laissés à eux-mêmes. Certains hommes, par peur des charges familiales, retardent le moment de prendre une épouse. Les hommes mariés ayant perdu leur emploi sont de moins en moins chez eux. Toute la gestion du ménage revient alors à leurs femmes.

Nous ne prétendons pas avoir traité de façon exhaustive les attitudes de survie des femmes à Yaoundé. Nous espérons néanmoins avoir validé notre hypothèse de départ en montrant que c'est par le biais de nouvelles activités, de nouveaux comportements que les femmes du milieu urbain trouvent les moyens de subvenir aux besoins de leur famille en cette période de récession économique.

Bibliographie

- ABEGA S.C., 1992, *La relation de l'homme à l'eau à Mbandjock*, Thèse d'Etat en anthropologie, Yaoundé, FLSH.
- ANTOINE Ph. et NANITELAMIO J., 1990, *La montée du célibat féminin dans les villes africaines. Trois cas : Pikine, Abidjan et Brazzaville*, Paris, CEPED, dossier n°12, 27 p.
- BALANDIER G., 1986, *Sens et puissance*, Paris, PUF.
- BARBIER J-C. (sous la direction de), 1985, *Femmes du Cameroun : mères pacifiques, femmes rebelles*, Paris, Karthala-ORSTOM.
- BEJOT J-P., avril 1991, "Cameroun, une économie en faillite malgré tout ?" in *Jeune Afrique Economie* n° 142, pp. 147-153.
- COMBIER A., 1994, *Les enfants de la rue en Mauritanie : l'initiative de Nouakchott*, Paris, L'Harmattan, 207 p.
- COQUERY-VIDROVITCH C., 1994, *Les Africaines : histoire des femmes d'Afrique*, Paris, Desjonquières.
- DENIEL R., 1985, *Femmes des villes africaines*, Abidjan, INADES, 220 p.
- DE GARINE I., 1974, *Alimentation et culture*, Paris, IEDES.
- DESCLOITRE R., 1968, Préface de DENIEL R., *De la savane à la ville : essai sur la migration des Mossi vers Abidjan et sa région*, Paris, Aubier-Montaigne, 233 p.
- DURUFLE G., 1988, *L'ajustement structurel en Afrique (Sénégal, Côte-d'Ivoire, Madagascar)*, Paris, Karthala, 205 p.
- ELA J-M., 1983, *La ville en Afrique noire*, Paris, Karthala.
- ELA J-M., décembre 1990, "Ajustement structurel dans les sociétés africaines, vers une impasse prévisible ?" in *Effort Camerounais* n° 34.
- ELA J-M., 1994, *L'irruption des pauvres*, Paris, L'Harmattan.
- FRANQUEVILLE A., 1987, *Une Afrique entre le village et la ville : les migrations dans le Sud du Cameroun*, Paris, ORSTOM, 646 p.
- GIBBAL J-M., 1974, *Citadins et villageois dans la ville africaine : l'exemple d'Abidjan*, Paris, PUG-Maspéro, 398 p.
- GUIMAPI C. C., 1990, *De la ville au village*, mémoire de maîtrise en sociologie, FLSH, Université de Yaoundé, 103 p.

- HAERINGER Ph., 1984, "Une anthropologie du geste. Pour une exploration de la vie citadine en Afrique noire" in *De Caracas à Kinshasa*, Paris, ORSTOM, collection Travaux et documents n°179, pp. 437-447.
- KENGNE FODOUOP, 1991, *Les petits métiers de rue et l'emploi : le cas de Yaoundé*, Yaoundé, SOPECAM, 163 p.
- MADE BANDE DIOF, 1981, "Les restauratrices de la zone industrielle de Dakar, ou la guerre des marmites" in *Cahiers d'études africaines*, vol. XXI(1-2) n° 81-83, Paris, EHESS, pp. 237-250.
- MAI J., 1988, *Déviance économique au Cameroun : une analyse comparée de Cameroon Tribune, du Messenger, numéros de 1987*, mémoire de maîtrise en sociologie, Université de Yaoundé.
- MAINET G., 1985, "Le rôle de la femme dans l'économie urbaine à Douala : l'exemple du quartier Akwa et la zone Nylon" in *Femmes du Cameroun : mères pacifiques femmes rebelles*, Paris ORSTOM-Karthala, pp. 369-383
- MEILLASSOUX C., 1969, *Femmes, greniers et capitaux*, Paris.
- MIAFFO D. et WARNIER J-P., 1993, "Accumulation et ethos de la notabilité chez les Bamiléké" in *Les itinéraires d'accumulation au Cameroun*, Paris, Karthala, pp. 33-69.
- NGANDJEU J., 1988, *Le Cameroun et la crise : renaissance ou blocage ?*, Paris, L'Harmattan, 167 p.
- N'SANGOU A., mai 1985, "Contribution des buy'em-sell'em au développement" in *Femmes du Cameroun : mères pacifiques, femmes rebelles*, Paris, ORSTOM-Karthala, pp. 385-392.
- RADCLIFFE BROWN A.R. et FORDE DARYLL, 1953, *Systèmes familiaux et matrimoniaux en Afrique*, Paris, PUF, 521 p..
- SONGUE P., 1986, *La prostitution en Afrique : l'exemple de Yaoundé*, Paris, L'Harmattan, 154 p.
- THOMAS L.V. et LUNEAU R., 1975, *La terre africaine et ses religions : traditions et changements*, Paris, Larousse.
- VINCENT J.F., 1966, *Femmes africaines en milieu urbain*, Paris, ORSTOM, 287p.

Liste des Cahiers parus ou programmés

Cahier N°1, "Le programme OCISCA: cadre théorique et orientations de recherche" par l'équipe d'animation d'Ocisca (en préparation).

Cahier N°2, "Du passé re-composé au futur improbable: les observatoires ruraux d'Ocisca comme mode opératoire d'une recherche impliquée" par Georges Courade, Mars 94, Ocisca, Yaounde, 31 p.

Cahier N°3, "1991 - 1993 : Evolutions majeures dans la zone cacaoyère" (observatoire de Yemessoa) par l'équipe de l'Observatoire de Yemessoa, Avril 94, Ocisca, Yaounde, 35 p.

Cahier N°4, "Bafou 1993 : Renforcement des inégalités sociales, menaces sur la fertilité des sols" par l'équipe de l'Observatoire de Bafou, Juin 1994, Ocisca, Yaounde, 28 p.

Cahier N°5, "Mesurer la pauvreté : systèmes d'information et cadres d'analyse" par Jean-Luc Dubois, Avril 94, Ocisca, Yaounde, 33 p.

Cahier N°6, "Yemessoa, auto-approvisionnement et apport extérieur dans la consommation alimentaire en période de crise" par Michel Simeu Kamdem, Mai 94, Ocisca, Yaounde, 17 p.

Cahier N°7, "Impact de la dévaluation sur l'habitat" par C. Pettang, T. Tamo Tatietsé and L. Mbumbia, Juillet 94, Ocisca, Yaounde, 38 p.

Cahier N°8, "Le secteur vivrier sud-camerounais face à la crise de l'économie cacaoyère" par Athanase Bopda (en préparation).

Cahier N°9, "Human Development through a Universal Development Initiative: a Practical Agenda" by Emmanuel Yenshu, August 94, Ocisca, Yaounde, 23 p.

Cahier N°10, "Migrants de retour et développement rural : le cas de Yemessoa" par Laurent Manga Bella, Septembre 94, Ocisca, Yaounde, 30 p.

Cahier N°11, "Quelle place pour l'agriculture familiale dans le secteur de la banane au Cameroun ?" par Isabelle Grangeret-Owona, Octobre 94, Ocisca, Yaounde, 37 p.

Cahier N°12, "Les planteurs de café et de cacao du Sud-Cameroun dans le tourbillon de la crise, de la libéralisation et de la dévaluation" par Samuel Ndembo, Décembre 94, Ocisca, Yaounde, 33 p.

Cahier N°13, "Quel avenir pour l'exploitation des bas-fonds de l'Ouest Camerounais dans le contexte de la dévaluation du Franc CFA ?" par Emil Hatcheu Tchawe, Novembre 94, Ocisca, Yaounde, 31 p.

Cahier N°14, "The Impact of the CFA Franc Devaluation on the Cost of Production and Net Revenue of four Food Crops in Dschang", by Mathieu Ngouajio and Emmanuel Foko, January 95, Ocisca, Yaounde, 18 p.

Cahier N°15, “Les problèmes de financement de l'agriculture vivrière à Bafou”, par Emmanuel Foko, Février 95, Ocisca, Yaounde, 17 p.

Cahier N°16, “Les attitudes de survie des femmes à Yaounde”, par Chantal Guimapi, Mars 95, Ocisca, Yaounde, 40 p.